COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

# Revue de presse
# du 01 au 07 Octobre. 2016

**Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI**

# Sommaire


**Tournée du Secrétaire général de la COI en Europe.....3**

- **Le SG de la COI à Bruxelles**
- **Le SG de la Coi rencontre le Secrétaire d'État André Vallini , Président en exercice de la Coi et le Directeur général de l'AFD**

**Sécurité maritime.....9**

- **Les grandes activités attendues du sommet sur la Sécurité maritime de Lomé**

**Economie .....11**

- **Forum économique du COMESA : Une centaine d'opérateurs économiques attendus**
- **L'investissement productif doit profiter à nos territoires>**
- **Des entrepreneurs réunionnais en prospection aux Comores**

**Coopération.....17**

- **Coopération Sud-Sud : Le ministre d'Etat indien des Finances au MAE**
- **Collaboration entre La Réunion et les Seychelles**

**Troisième réunion régionale Eco-schools.....19**

- **Expanding and sustaining the Eco-Schools network in the Western Indian Ocean region**
- **Réunion d'Eco-Schools à Zanzibar**
- **Élargir et renforcer le réseau actuel d'Eco-Schools dans la région ouest de l'océan Indien**

**Pêche.....26**

- **Pêches – Les industries thonières font défaut**

**Environnement.....28**

- **Échanges pour la conservation des ressources**

**Tourisme.....30**

- **Tourisme : Les Sud-Africains intéressés par la destination Madagascar**

# Tournée du Secrétaire général de la COI en Europe

## Le SG de la COI à Bruxelles

5 octobre 2016



Madi Hamada et Koen Doens

Dans le cadre de sa tournée européenne, Madi Hamada, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), s'est entretenu à Bruxelles, au siège de l'Union européenne, avec Koen Doens, directeur de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne et avec Brigitta Markussen, directrice générale adjointe pour l'Afrique du Service extérieur européen. L'Union européenne est, en effet, le premier partenaire de la COI, avec un engagement de plus de 100 millions d'euros dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement pour la période 2015-2020.
Le Secrétaire général de la COI s'est également entretenu à Bruxelles avec le Sous-Secrétaire général du Groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), Viwanou Gnassounou chargé du développement économique durable et du commerce.
Ces entretiens ont été l'occasion d'un large tour d'horizon politique, d'un examen des grands axes de la coopération entre l'Union européenne et la COI et de mesurer l'importance d'une réflexion commune à mener entre les organisations régionales et le groupe ACP.

**http://www.agencepresse-oi.com/sg-de-coi-a-bruxelles/**

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu

03 Oct 2016

# Le Secrétaire général de la COI rencontre le Secrétaire d'Etat André Vallini, président en exercice de la COI et le directeur général de l'AFD

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 10:09:00

© www.habarizacomores.com (Habari Za Comores)-
J'aime Partager 16 K personnes aiment ça.

En mission en Europe, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a rencontré, le 29 septembre à Paris, André Vallini, président en exercice de la COI et Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie. Il a également été reçu au siège de l'Agence française de développement (AFD) par le directeur général, Rémy Rioux.

Hamada Madi et André Vallini ont passé en revue les différents sujets à l'ordre du jour de l'activité de l'organisation régionale. Une attention particulière a été portée à l'accroissement de la notoriété de la COI, en particulier au regard des attentes de partenaires étrangers vis-à-vis de l'octroi du statut d'observateur.



*André Vallini et Madi Hamada*

*André Vallini et Madi Hamada*

Il a été également évoqué l'opportunité de profiter du XVIe Sommet de la Francophonie, qui se tiendra les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo, pour tenir une rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI consacrée aux évolutions souhaitables de l'organisation et à l'affirmation de son rôle et de sa personnalité sur la scène régionale et internationale. André Vallini a indiqué que « tout ce qui peut rendre plus visible la COI est bon ».

Madi Hamada a tenu, enfin, à rappeler au président en exercice de la COI l'importance qu'il accorde à la promotion de la francophonie - « notre langue commune, notre bien le plus précieux » - au sein de l'organisation régionale comme vis-à-vis des partenaires extérieurs et notamment de l'Union européenne. Le resserrement des liens avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a été également abordé par les deux responsables qui appellent de leurs vœux une plus grande implication de l'OIF dans les projets de la COI.

COI.



Madi Hamada et Rémy Rioux

*Madi Hamada et Rémy Rioux*

Le 29 septembre également, le Secrétaire général de la COI a rencontré le directeur général de l'Agence française de développement, Rémy Rioux qui a immédiatement souligné « l'importance (qu'il) accorde à l'océan Indien ».

Madi Hamada et Rémy Rioux se sont félicités de la qualité de la coopération entre la COI et l'AFD dans des domaines « utiles et stratégiques pour le développement » : la santé publique, la gestion des risques de catastrophes, la gestion des zones côtières, le financement des infrastructures de câblage numérique. Ils ont redit en particulier l'importance qu'ils accordent à la 3e phase du projet COI-veille sanitaire qui bénéficiera d'un appui de 10 millions d'euros de l'AFD à compter de 2017.

Sur le plan de l'environnement et du climat, le directeur général de l'AFD s'est réjoui des avancées du projet de Gestion durable des zones côtières de la COI (GDZCOI) financé par le Fonds français pour l'environnement mondial. Ce projet peut contribuer à préparer les acteurs régionaux à la mise en œuvre de projets financés par le Fonds vert pour le climat. Madi Hamada et Rémy Rioux ont souligné aussi « le bon démarrage des réunions régionales d'information sur l'accès au financement du Fonds vert pour le climat » et l'AFD a fait part de sa disponibilité à aider la COI à atteindre les financements du Fonds vert.

Pour Madi Hamada, l'AFD « est un partenaire stratégique de la COI, qui comprend nos besoins et agit de façon exemplaire dans le cadre d'un partenariat respectueux des attentes légitimes de tous et de chacun ».

L'AFD, qui fêtera en décembre 2016 son 75e anniversaire, est le deuxième partenaire technique et financier de la COI. Son directeur général a informé également le Secrétaire général de la COI du renforcement de la capacité financière de l'institution avec le doublement du capital, son rapprochement avec la Caisse des Dépôts et la compétence nouvelle qu'elle acquerra en matière de gouvernance.

A Paris, le Secrétaire général de la COI s'entretiendra également avec le directeur Afrique du ministère des Affaires étrangères français, l'ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien et divers responsables de haut niveau dans le domaine de la coopération en matière de sécurité.

Source: COI

©www.habarizacomores.com (Habari Za Comores)

**http://www.habarizacomores.com/2016/10/le-secretaire-general-de-la-coi.html**

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

# Le Secrétaire général de la COI à Bruxelles

Dans le cadre de sa tournée européenne, Madi Hamada, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) s'est entretenu à Bruxelles, au siège de l'Union européenne, avec Koen Doens, directeur de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne et avec Brigitta Markussen, directrice générale adjointe pour l'Afrique du Service extérieur européen.




Madi Hamada en compagnie de Koen Doens et Viwanou Gnassounou

L'Union européenne est, en effet, le premier partenaire de la COI, avec un engagement de plus de 100 millions d'euros dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement pour la période 2015-2020.
Ces entretiens ont été l'occasion d'un large tour d'horizon politique et d'un examen des grands axes de la coopération entre l'Union européenne et la COI. Madi Hamada a remercié l'Union européenne pour sa « contribution très significative » à la coopération régionale. Il a rappelé sa conviction « qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité », en particulier dans un monde instable et soumis aux effets croissants du changement climatique.

Le Secrétaire général de la COI a mis l'accent sur l'importance d'approfondir la composante politique de notre organisation pour accroître la notoriété de la COI, renforcer son statut international et donc sa capacité à être un acteur toujours plus utile à la promotion de la paix et de la stabilité de l'Indianocéanie. Il a informé l'Union européenne de son souhait de profiter du XVIème Sommet de la Francophonie, les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo, pour que se tienne une rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI consacrée aux évolutions souhaitables de l'organisation et à l'affirmation de son rôle et de sa personnalité sur la scène régionale et internationale. Les hauts responsables de la diplomatie européenne ont répondu très positivement à cette annonce en indiquant « que la montée en puissance des organisations régionales est une excellente chose au moment même où l'Europe réfléchit à l'avenir de sa coopération post-Cotonou d'après 2020 ».

C'est dans cette perspective que le Secrétaire général de la COI s'est également entretenu à Bruxelles avec le Sous-Secrétaire général du Groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), Viwanou Gnassounou chargé du développement économique durable et du commerce.

Cette rencontre a permis de mesurer l'importance d'une réflexion commune à mener sans tarder entre les organisations régionales et le groupe ACP en vue d'aborder dans les meilleures conditions les premières sessions de dialogue avec l'Union européenne pour le post-2020. Madi Hamada a indiqué son « souhait très vif de voir les thèmes de l'économie bleue, de la promotion des PEID et du développement des Etats côtiers bien inscrits à l'agenda des rencontres du Groupe ACP avec nos partenaires européens ». Le Sous-Secrétaire général des ACP a mis l'accent sur le développement nécessaire des partenariats Sud-Sud tout en se réjouissant de la position récente adoptée par le Parlement européen « d'aboutir pour le post-Cotonou à une architecture de coopération aussi solide que celle en vigueur dans le cadre du XIe FED ».

Rendez-vous a été donné pour aborder ces questions lors de la prochaine réunion du Comité de haut niveau des organisations régionales qui se tiendra à Bruxelles le 9 novembre prochain.

**http://www.maurice-info.mu/secretaire-general-de-coi-a-bruxelles.html**

## Le Secrétaire général de la COI rencontre le Secrétaire d'Etat André Vallini, président en exercice de la COI et le directeur général de l'AFD

**03/10/2016**



En mission en Europe, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a rencontré, le 29 septembre à Paris, And...à lire plus

**http://comores.niooz.fr/s/comores/**

# Sécurité maritime

## Les grandes activités attendues du sommet sur la sécurité maritime de Lomé

- 03/10/2016

Le ministre togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine, Pr. Robert Dussey a animé le 29 septembre une conférence de presse sur le sommet de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes que le Togo abritera du 10 au 15 octobre au cours de laquelle il a été dévoilé le programme du sommet dont l'enjeu principal est l'adoption et la signature de la charte de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Les différentes délégations issues des 54 pays animeront les « Side Events». Pour Robert Dussey, les mers et les océans représentent une ressource de taille et de valeur considérable pour l'Afrique. Il a estimé qu'assurer leur sécurité et un développement responsable est une des préoccupations du continent.

Les « Side Events » sont un espace d'échanges et de débats où les thèmes seront approfondis. Ce sont des tables rondes qui visent à réunir les meilleurs spécialistes du monde maritime engagés pour le continent. C'est un cadre d'échanges d'expériences entre les différents acteurs du monde maritime et proposeront des pistes de réflexion sur les actions à mener dans le cadre de la mise en œuvre de la « stratégie AIM 2050 ».

Les tables rondes prévues du 11 au 14 octobre seront chapotées par des experts de renommée internationale dont Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Madi Hamada, secrétaire général de la **Commission de l'Océan indien**, Lionel Zinsou, ancien Premier Ministre du Bénin, Vincent Bouvier, Secrétaire général de la Mer de France.

Au nombre des thématiques retenues figurent : la lutte contre la piraterie maritime et les autres trafics, incluant la pêche illicite, les moyens de lutte et coopérations continentales, le développement de l'économie bleue et la protection des écosystèmes marins, la sécurité et la sûreté maritimes : enjeux, transports, ports, grand large, hydrographie, recherche et sauvetage et la gouvernance maritime et les échanges en matière judiciaire et de police.

Les entreprises spécialisées de l'industrie maritime telles que Seris group, Airbus Defense & Space, Groupe Safran ou encore Total présenteront leurs activités. Il est prévu également le village des partenaires qui est un site dynamique d'échanges, de visibilité, de nombreuses occasions de contacts directs et de réseautage.

Le Temps avec ATOP

**https://letempstg.com/2016/10/03/grandes-activites-attendues-sommet-securite-maritime-de-lome/**

# Economie

## Interview de Présidente de L'UCCIOI, Isabelle Chevreuil :
## 'L'investissement productif doit profiter à nos territoires>



Isabelle Chevreuil

«L'INVESTISSEMENT PR
À NOS TERRITOIRES»

La présidente de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien, Isabelle Chevreuil, élue en avril dernier pour un mandat d'un an, s'est fixé une mission : faire de cette organisation le fer de lance de la coopération régionale. Elle est convaincue que les pays de la région peuvent trouver des avenues de coopération qui leur soient mutuellement bénéfiques.

Arvin MOOTOOCURPEN

BUSINESSMAG. **Vous êtes la présidente de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien depuis le mois d'avril. Quelle est la mission de cette organisation ?**

L'Union des Chambres de Commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) est une organisation lancée en 2005. Elle regroupe six îles de la zone océan Indien : Mayotte, les Comores, La Réunion, les Seychelles, Madagascar et Maurice. Cette association a pour mission de favoriser les échanges entre les îles de l'océan Indien. Depuis 2005, notre activité principale consistait à organiser des forums économiques et des rencontres pour partager sur cette problématique du développement des échanges dans la zone.

Il y a deux ans, nous avons signé le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales dans l'océan Indien. La mise en place de ce projet nous a permis d'avoir des permanents. Nous avons aujourd'hui un directeur de programme, un chargé de mission et un responsable de l'administration. Nous possédons désormais une structure et une base à partir de laquelle nous pouvons développer d'autres activités. Depuis que j'ai pris mes fonctions, nous avons décidé de travailler sur plusieurs aspects.

D'abord, je pense qu'il est important de poser l'UCCIOI comme l'interlocuteur principal économique dans le cadre de la coopération régionale.

Nous avons un partenariat fort avec la Commission de l'océan Indien (COI), mais l'idée est que vraiment nous puissions devenir le bras armé de la COI et un partenaire incontournable. Nous souhaitons prendre part à toutes les discussions, surtout à tout ce qui touche à la coopération régionale sur le plan économique. La démarche de l'organisation va dans ce sens. Nous existons depuis une dizaine d'années et il est important d'associer notre structure dans toutes les réflexions qui vont être menées.

Le premier aspect, c'est de donner un peu plus de visibilité à notre association. Ensuite, ce qui me semble important, c'est de développer des échanges. Il est beaucoup question d'échanges commerciaux entre opérateurs et d'aller vers les autres îles, mais nous pourrions aussi multiplier les échanges entre les chambres consulaires et donner au niveau de nos institutions, plus de visibilité. Nous mettons en place notre site Internet sur lequel nous allons faire remonter des données sur chaque territoire, les chambres de commerce et d'industrie et présenter les pôles internationaux pour que ces dernières coopèrent. C'est un volet important. Nous parlons de coopération, mais il faut que nos chambres consulaires puissent coopérer.

Ensuite, il faut que les chambres de commerce arrivent à conclure des partenariats. D'ailleurs, quelques semaines de cela, il y a eu la signature d'un partenariat entre la CCI Réunion et la CCI Maurice. Cela va dans le bon sens. Il faut aussi replacer l'individu dans cette réflexion de coopération.

À travers nos actions, nous voulons amener les gens à bouger plus et à se connaître, surtout les jeunes. Nous avons un point commun : il y a plus de 60 % de jeunes de moins de 25 ans sur nos territoires. Nous voulons faire émerger une nouvelle jeunesse pour qui la coopération deviendra naturelle. Je suis d'une génération où on allait faire ses études en métropole. Quelque part, on connaît le nord bien plus que la zone océan Indien. Il est important de mener des actions pour créer les futurs chefs d'entreprise et pousser les jeunes à aller travailler sur d'autres îles.

«IL FAUT FAIRE ÉMERGER UNE NOUVELLE JEUNESSE POUR QUI LA COOPÉRATION DEVIENDRA NATURELLE»

BUSINESSMAG. **Quelles sont les actions que mène l'UCCIOI ?**

La première action que nous voulons mettre en place, c'est la formation. Nous souhaiterions avoir une offre de formation à l'échelle régionale. L'idée c'est de dire qu'au lieu d'aller à Paris ou à Londres pour se former, on pourrait le faire ici. On peut imaginer une formation qui se ferait à Madagascar. Ce serait plus facile pour les visas, avec des formateurs qui viendraient de Maurice ou d'ailleurs et on mettrait autour d'une table des gens de différents territoires. Les échanges pourraient aboutir à des partenariats. L'autre action concerne la mobilité des jeunes. Nous souhaiterions mettre en place une plateforme pour faire remonter des offres d'emploi afin de permettre aux jeunes de pouvoir bouger dans la zone océan Indien, d'acquérir une expérience et d'être en immersion sur d'autres territoires.

business magazine 22 N° 1255 - octobre 2016

# )UCTIF DOIT PROFITER



Ensuite, il y a l'accompagnement des jeunes dirigeants à travers le mentorat notamment sur les activités d'export. Nous voulons nous appuyer sur l'expérience des anciens pour montrer la voie aux jeunes entrepreneurs qui ont envie d'une aventure à l'export.

BUSINESSMAG. **Récemment, lors d'une conférence de la COI, on a évoqué la question de liberté de mouvement pour les opérateurs engagés dans le commerce régional. Sommes-nous en mesure de parler de liberté de mouvement dans la zone océan Indien aujourd'hui?**

Nous n'avons pas à ce stade de libre mouvement. C'est un axe sur lequel nous souhaitons travailler. Souvent, des opérateurs ne peuvent participer à nos forums faute de visa. Il y a certaines situations qui sont aberrantes. Nous avons des membres qui ont un visa Schengen. Ils peuvent se rendre à Berlin, Paris, Bruxelles, mais pas à Saint-Denis ou à Mamoudzou. Si l'on veut d'une réelle politique de coopération régionale, il faut faciliter l'obtention du visa. Mais n'est pas tout ! Pour bouger, il faut de la connectivité. Il faut qu'au niveau de la zone océan Indien, on puisse bouger de manière fluide et à des prix plus abordables. Là aussi, il y a une barrière. Parfois, le trajet Mamoudzou-Maurice coûte plus cher que le billet Mamoudzou-Paris. C'est une aberration ! Certes, il faut favoriser l'échange, mais il faut aussi mettre en place un dispositif, voire une stratégie qui favorise la coopération.

*Suite en page 24*




Suite de la page 23

**BUSINESSMAG. Les États ont-ils la volonté de se concerter pour trouver un accord qui favoriserait la connectivité ?**

À mon avis, il y a une ouverture sur la question. Les portes ne sont pas fermées, mais il faut s'attaquer au problème et trouver des solutions concrètes. Je dois souligner que La Réunion et Maurice ont déjà trouvé de telles solutions. Il faudrait que cela s'étende à d'autres territoires de la zone.

**BUSINESSMAG. Quels sont les grands défis économiques que la région devra relever et quelles sont les opportunités qui se présentent à elle ?**

Au sein de la région, les taux de croissance sont faibles. Certaines économies sont tributaires du contexte mondial. Dans l'océan Indien, on retrouve une particularité : les économies de beaucoup de territoires dépendent du BTP (bâtiments et travaux publics). Et dès qu'on touche aux gros projets d'infrastructures, cela veut dire qu'on dépend de l'aide publique. Avec tout ce qui passe aujourd'hui au niveau mondial, il faut espérer que cette aide perdure. Le défi sera de diversifier nos économies. Il faut basculer sur une économie de production. Il y a des territoires qui ont un potentiel de production, notamment Madagascar. Sur d'autres territoires, on peut développer une certaine expertise dans les Tic. Il faut qu'on arrive à avoir plus de valeur ajoutée sur nos territoires et qu'ensuite, nous développons les échanges entre nos territoires. Nous dépendons encore trop de l'extérieur.

Concernant Mayotte et La Réunion, on constate qu'il y a beaucoup d'importations qui viennent d'Europe. À un moment donné, à l'intérieur de la région, il faut qu'on arrive à échanger pour dynamiser nos économies.

**BUSINESSMAG. Les accords de partenariat et de libre-échange vers lesquels nous nous tournons de plus en plus ne rendent-ils pas nos économies de production plus vulnérables ? Nos bases industrielles ne sont-elles pas menacées avec l'ouverture ?**

Il faut se dire qu'on n'a pas le choix. Ces accords arrivent et on sait qu'ils sont imposés par l'Organisation mondiale du Commerce. La libéralisation est inévitable.

Concernant les accords de partenariat économique (APE) intérimaires, il y en a eu déjà trois depuis 2012 impliquant Madagascar, les Seychelles et Maurice. Déjà, il faut faire une évaluation pour savoir ce qui s'est passé depuis 2012. Je crois que la COI a déjà initié une étude pour voir comment ces économies ont réagi à ces APE. Il va falloir, en fonction de l'étude, mettre en place une politique d'accompagnement. Nous souhaitons organiser des réunions de travail sur les APE. Il faut qu'on travaille de manière pragmatique sur les répercussions. Cela dit, l'ouverture fait toujours peur, surtout aux économies insulaires.

Il va falloir peut-être travailler sur des partenariats. Pourquoi ne pas attirer des investisseurs pour conclure des partenariats avec les opérateurs de la région? Sur certains territoires comme Madagascar, le coût de la main-d'œuvre est très bas. Peut-être que des opérateurs européens seront intéressés à venir produire à Madagascar pour exporter ensuite en Europe. Ce faisant, on peut utiliser l'ouverture comme un atout. Dans tous les cas, il faut être vigilant sur l'investissement productif, qui doit profiter à nos territoires et à nos opérateurs.

Suite en page 26

Suite de la page 24

**BUSINESSMAG. Récemment, il y a eu un forum économique sur l'économie numérique à Madagascar. Le numérique offre-t-il de nouvelles perspectives de coopération à nos économies, et si oui comment ?**

Ce forum était important parce que c'était le premier à vocation thématique. C'était le vœu des opérateurs. Au sein de l'UCCIOI, l'un de nos axes d'intervention est la structuration de la filière Tic dans la zone océan Indien. Nous avons tenu un premier comité avec des groupements affiliés à différents territoires.

**«IL FAUT METTRE EN AVANT LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES»**



Au niveau de l'économie numérique, on est sur la bonne voie. À Maurice, il y a des centres d'appels qui ont été créés par des entreprises de La Réunion. À Madagascar, on retrouve des structures d'externalisation. Il faut que tout le monde profite de l'économie numérique. Certains territoires sont bien moins dotés en infrastructure que d'autres. L'enjeu est là. Il faut arriver à réduire ces inégalités au niveau de la connectivité pour que tout le monde profite du système.

**BUSINESSMAG. L'inégalité dans le niveau de développement entre les îles ne constitue-t-elle pas un frein au commerce régional ?**

Je ne vois pas cela comme un frein. Dans cette inégalité, il faut trouver des complémentarités. Et ces complémentarités existent entre les territoires. C'est ce qu'il faut mettre en avant. Je vais vous donner un exemple très simple qui est le mien. J'ai des structures à Madagascar, à Maurice et Mayotte. Ces complémentarités me permettent de répondre à mon marché. Aujourd'hui, je suis sur une mission où je mobilise de la ressource à Madagascar, Mayotte et à La Réunion. En faisant intervenir des ressources humaines sur différents territoires, d'une part, j'ai des prestataires très complémentaires en termes d'expérience et, d'autre part, je peux être très compétitive. Si je n'avais pas de la ressource malgache, avec mes coûts français, je n'aurais pas été en mesure de répondre à un appel d'offres aux Comores.

Il faut que les opérateurs aillent dans cette direction notamment en matière de prestations de service. C'est dans cette optique que l'UCCIOI prône sa plateforme d'*e-business*. Nous voulons mobiliser les ressources, identifier les opérateurs dans les îles, trouver la bonne alchimie en termes d'expériences et les meilleurs coûts afin de gagner en compétitivité à l'export. Nous avons tout intérêt à nous engager dans cette voie.

Nous devons aussi nous atteler à réduire les inégalités. Pour y arriver, il faut que l'on puisse développer l'activité économique sur certains territoires. L'accord signé entre Maurice et Madagascar sur le développement d'une zone économique spéciale va dans le bon sens. On ne développera ces économies qu'en s'implantant sur le territoire, en créant de la richesse et de l'emploi sur place. C'est ainsi qu'on pourra réduire les inégalités.

## Forum économique du COMESA : Une centaine d'opérateurs économiques attendus

7 octobre 2016

Antananarivo sera la capitale économique de la coopération régionale, avec la tenue, du 12 au 13 octobre prochain du 11e forum économique du COMESA Business Council. La manifestation qui aura lieu à l'Hôtel Paon d'Or et co-organisée avec la Fédération des Chambre de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM), sera une belle occasion pour le secteur privé malgache de se mettre en contact avec des dirigeants d'entreprises africains. Une rencontre de grande envergure, puisqu'ils seront une centaine d'opérateurs économiques africains à venir, dont 50 issus des 9 pays membres du Comesa Business Council, tels que le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Malawi. Il s'agit d'entreprises spécialisées dans différents secteurs prometteurs comme l'agriculture, l'agro-industrie, le NTIC, l'import-export, les produits alimentaires, le tourisme et l'hôtellerie.
Outre les échanges et les projets de partenariats qui seront mis sur pied, le Forum Economique du COMESA sera également un cadre de concertation et de débat sur les problématiques de l'environnement des affaires de la région du COMESA. Et ce, afin de pouvoir avancer des propositions aux gouvernements et décideurs politiques pour son amélioration et son développement et les inciter à changer leur orientation suivant les besoins de la communauté des affaires. Ce Forum économique du COMESA portera sur le thème : « Qualité Afrique, exploration du marché tripartite » et comportera une série de conférences thématiques, des rencontres commerciales B to B, une exposition sur des produits malgaches, ainsi qu'un dîner d'affaires.

***R.Edmond***
http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2016/10/07/forum-economique-comesa-centaine-doperateurs-economiques-attendus/

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

ACCUEIL | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | ÉCONOMIE | FAITS DIVERS | SPORT | AFRIQUE

Accueil › À la une › Des entrepreneurs réunionnais en prospection aux Comores

# Des entrepreneurs réunionnais en prospection aux Comores

5 octobre 2016 Ali Toihir À la une, Sans Détour 1

kelformation
Titre professionnel ADVF ...
Voir
Technicien énergies reno...
Voir
PREPARATION AUX CONC...
Voir

DEVELOPPEMENT DURABLE. Une quinzaine de chefs d'entreprises du Club Export Réunion séjournent depuis hier à Moroni dans le cadre de la 2e édition des rencontres économiques entre les deux îles.

Ces rencontres sont organisées en partenariat avec l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (UCCIA). Elles dureront trois jours et sont financièrement soutenues par la Région et l'Europe. Ce sont principalement des représentants d'entreprises spécialisées dans le BTP, dans l'énergie et dans le traitement des eaux qui ont pris l'avion hier matin depuis Gillot. Jusqu'à demain, acteurs économiques de la Réunion et des Comores seront donc réunis avec les membres de l'UCCIA, des bailleurs de fonds, des associations patronales ainsi que des ministres du nouveau gouvernement comorien pour réfléchir à une stratégie de développement économique à mettre en place. Conférences, ateliers et visites sur le terrain seront au menu de ces deuxièmes rencontres économiques qui s'inscrivent dans le prolongement de celles de 2013. Et qui devront permettre de fortifier les liens économiques encore peu développés entre les Comores et La Réunion. Les objectifs fixés par la mission du Club Export : cerner les secteurs porteurs et les opportunités d'affaires au niveau de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie et du tourisme; Positionner de manière visible les entreprises réunionnaises sur le marché comorien car ces dernières peuvent aujourd'hui se compter sur les doigts d'une main et développer la coopération économique étant donné que les volumes d'échanges commerciaux entre les deux îles pourtant géographiquement proches l'une de l'autre (moins de deux heures en avion) restent limités.

**« Tout est à faire dans l'archipel »**

Comme le souligne un chef d'entreprise de La Réunion, « il y a du potentiel notamment dans des domaines comme le traitement des eaux ou encore l'énergie. L'énergie est incontestablement le secteur qui a besoin d'offre et d'expertise. Un secteur qui est au cœur de la thématique du développement durable de ces rencontres bilatérales ». A noter aussi que la stratégie de l'Union des Comores s'oriente vers la recherche de solutions innovantes tant dans la construction du bâti que dans l'intégration de mesures respectueuses de l'environnement.

Avec une offre diversifiée et de qualité aux normes européennes et adaptées au milieu tropical, La

# Coopération

## Coopération Sud-Sud : Le ministre d'Etat indien des Finances au MAE

5 OCTOBRE 2016



Le ministre d'Etat indien au MAE hier.

Le ministre d'Etat des Finances se trouve dans nos murs. Santosh Kumar Gangwar a été reçu hier par le ministre des Affaires étrangères Atallah Béatrice, qui assure actuellement l'intérim du ministre des Finances Gervais Rakotoarimanana. Cette visite entre dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud. Plusieurs points ont été évoqués lors de la rencontre à Anosy, dont notamment des axes de coopération entre les deux pays, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'infrastructure, de l'éducation, de l'économie et de la finance. *« Les relations entre les deux pays ne date pas d'aujourd'hui et qu'elles ne cessent de se développer. »,* a souligné la ministre Atallah Béatrice.

**R.Eugène**

**http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2016/10/05/cooperation-sud-sud-ministre-detat-indien-finances-mae/**

LINFO.RE

## Collaboration entre La Réunion et les Seychelles

le 5.10.2016



**Rencontre entre Didier Robert, président de la Région Réunion et Alain Saint-Ange, ministre du Tourisme et de la Culture des Seychelles**

Le Sénateur, Président de la Région Didier ROBERT, a reçu ce mardi 4 octobre à l'Hôtel de Région Pierre LAGOURGUE, le Ministre du Tourisme et de la Culture des Seychelles Alain SAINT-ANGE, en visite officielle à La Réunion.
A l'occasion de cet entretien en présence de l'élue à la coopération Faouzia VITRY, et du Consul honoraire des Seychelles, Jean-Claude PECH, le Président et le Ministre ont fait un point d'étape sur les relations Réunion/Seychelles et les actions partenariales engagées.

Le Président de Région a notamment évoqué le développement des Croisières dans le cadre des combinés îles Vanille. A cette occasion, Didier ROBERT a salué la bonne collaboration qui permet à La Réunion de doubler le nombre de passagers, (de 15 000 à 30 000 passagers en moins en deux ans).

La culture était aussi au cœur des échanges : - le Festival Kréol des Seychelles se déroulera fin octobre avec la participation des membres des îles Vanille. Autre événement d'envergure au calendrier des îles Vanilles : - le prochain Festival Liberté Métisse organisé à La Réunion en décembre. Pour cette 7ème édition, la Chine et l'Afrique du Sud seront les invités d'honneur. Depuis 2010, la Région a fait le choix de commémorer l'abolition de l'esclavage à l'occasion d'un Festival. Un événement qui contribue à perpétuer les valeurs et les diversités culturelles d'une terre de métissage.

En conclusion le Président de la Région et le Ministre souhaitent amplifier de nouvelles coopérations culturelles entre les îles pour renforcer les liens forts qui existent entre les peuples de l'Océan-Indien

http://www.linfo.re/la-reunion/politique/703428-collaboration-entre-la-reunion-et-les-seychelles

## Troisième réunion régionale Eco-schools

### Expanding and sustaining the Eco-Schools network in the Western Indian Ocean region

Nicole Andreou

September 29, 2016

Zanzibar, 29 September 2016 – The Indian Ocean Commission (IOC) ISLANDS project, funded by the European Union, held today in Zanzibar its third regional meeting in partnership with the Zanzibar National Eco-Schools Committee, aiming at strengthening and expanding the current regional network in the Western Indian Ocean region. This meeting regroups national Eco-Schools committees and NGOs from Mauritius, Seychelles, Madagascar, Comoros and Zanzibar

with the objective to develop a regional strategy and action plan for mainstreaming the Eco-Schools programme in the national education systems and its sustainability in each country.

"This is the opportunity for children of the entire region, sharing common ocean and many similar challenges to take collective action in their schools and communities and gain regional and international partnerships, support and awards. The methodology of the Eco-Schools programme compliments the implementation of the Education for Sustainable Development programme which empowers learners to take informed decisions and responsible actions for environmental integrity, economic viability and a just society for the present and the future generation, while respecting cultural diversity. This is a part and parcel of quality education", stated Hon. Riziki P. Juma, Minister of Education and Vocational Training in Zanzibar, at the opening ceremony.

Children in schools across the Western Indian Ocean region are facing the damaging day to day effects of climate change: sea-level rise, soil erosion, flooding, water shortages, high frequency of natural disasters. These endanger their safety, health and wellbeing and affect the livelihoods and economies of their families and communities.

"Many sustainability and environmental issues are extremely complicated. They are often multi-causal and difficult to define, and involve a range of stakeholders, all of which usually have different versions of what the problem is. We have learned that addressing sustainability challenges through education requires thinking that is capable of grasping the big picture, and understanding that there are interrelationships and underlying factors, which must also be addressed. It often requires broader, more collaborative and innovative approaches, and incorporation of local and indigenous knowledge and values", declared Olivier Tyack, Indian Ocean Commission ISLANDS project team leader.

The aim of the Eco-Schools Indian Ocean programme is to provide a regional framework to integrate themes of sustainable development, climate change and disaster risk reduction into national education systems, and strengthen cooperation to address the unique vulnerabilities of the region. Eco-Schools provides the methodological tools for schools and communities to evaluate their own challenges, assess risks and develop the solutions within a structure of on-going improvement. The schools are guided to re-orientate existing curricula around sustainable development themes, and work collaboratively with their local communities to develop practical projects which draw upon and strengthen local knowledge and skills particularly suited to specific contexts.

Within the region, a total of 72 schools, representing over 25,000 pupils in the participating countries, are involved in the pilot phase of the programme. Since the beginning of the year, the number has increased significantly as more and more schools are seeing the tangible benefits of implementing the programme. Examples of school activities include projects for rainwater harvesting, soil stabilisation, food production, sanitation, and waste management amongst many others.

"These initiatives are crucial in accelerating a regional integration of our cause through encouraging our young people to engage in their environment by allowing them the opportunity to actively protect it. We have engaged our youths on matters of sustainability, equity and development because we believe that a real sustainability push towards the future that we want lies in the hearts, hopes and expectations of our youths", continued Mrs. Shadya A. Karume, Chairperson of the non-profit organisation ZAYEDESA in Zanzibar.

International policy, including UNESCO's Global Action Programme on Education for Sustainable Development (ESD) and the post-2015 sustainable development agenda and 17 goals, devotes special

emphasis to Small Island Developing States (SIDS) as priority areas. These agreements ask that effective ESD is employed on SIDS to address several major needs which include: instilling sustainability values, enhancing disaster preparedness, increasing the economic participation of graduates, developing greater synergies between school and community and re-aligning education with local contexts.

"As part of the global Eco-Schools movement of the Foundation of Environmental Education, Eco-Schools Indian Ocean will open up new partnerships between schools, organisations, funders and even national governments, providing increased access to international support, and enabling countries to share successes and good practices with other countries and regions around the world," concluded Olivier Tyack.

**http://www.ecoschools.global/news-stories/2016/9/29/expanding-and-sustaining-the-eco-schools-network-in-the-western-indian-ocean-region**

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien

## Réunion d'Eco-Schools à Zanzibar

29 septembre 2016

La troisième réunion régionale Eco-Schools océan Indien par le Projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien (COI) est organisée à Zanzibar du 29 septembre au 1er octobre 2016.

Le programme Eco-Schools, financé par l'Union européenne, en partenariat avec le Comité National Eco-Schools de Zanzibar, fournit les outils méthodologiques aux écoles et aux communautés pour évaluer leurs propres défis en terme de développement durable et développer eux-mêmes des solutions.

Le but de la réunion sera de regrouper les comités nationaux Eco-Schools et les ONG au sein du réseau régional Eco-Schools pour la troisième phase du projet, de sorte que le programme Eco-Schools soit intégré dans les systèmes nationaux d'éducation et leur capacité renforcée pour la poursuite à long terme du programme.

**http://www.agencepresse-oi.com/reunion-regionale-eco-schools-zanzibar/**

## COI : Ouverture de la 3eme réunion régionale Eco Schools

## 30 sep 16

La 3ème reunion régionale Eco Schools s'est ouverte jeudi 29 septembre à Zanzibar. Elle se tient jusqu'à samedi. Eco Schools est un projet qui vise a placer l'environnement au cœur du programme scolaire.

Cette initiative de la Commission de l'océan Indien est financée par l'Union Européenne. 72 écoles, représentant plus de 25 mille élèves dans les 4 pays signataires du programme. Les Comores, Madagascar, la Tanzanie et Maurice ...ont participe dans la phase pilote du projet, démarré il y a deux ans. La COI souhaite qu'a travers des outils méthodologiques et des projets pratiques. Ce concept intègre le cursus scolaire des différents pays.

**http://mbc.intnet.mu/article/coi%C2%A0-ouverture-de-la-3eme-réunion-régionale-eco-schools**

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

# Elargir et renforcer le réseau actuel d'Eco-Schools dans la région ouest de l'océan Indien

Le projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne, a ouvert ce jour à Zanzibar sa troisième réunion régionale en partenariat avec le Comité National Eco-Schools de Zanzibar, dans le but de renforcer et d'élargir le réseau régional actuel dans l'ouest de l'océan Indien.




Réunion régionale Eco-Schools

Cette rencontre regroupe les comités nationaux Eco-Schools et les ONG de l'île Maurice, des Seychelles, de Madagascar, des Comores et de Zanzibar dans l'objectif d'élaborer une stratégie et un plan régional d'action visant à intégrer le programme Eco-Schools dans les systèmes nationaux d'éducation et favoriser sa durabilité au niveau de chaque pays.

« Ceci est une occasion pour les enfants de toute la région, partageant un océan commun et de nombreux défis similaires, de mener une action collective dans leurs écoles et au niveau de leurs communautés et d'acquérir des partenariats et du soutien aux niveaux régional et international. La méthodologie du programme Eco-Schools vient en complémentarité du programme d'éducation pour le développement durable, qui permet aux apprenants de prendre des décisions et des actions responsables pour l'intégrité environnementale, la viabilité économique et une société juste pour l'actuelle et la future génération, tout en respectant la diversité culturelle. Ceci est une partie intégrante de l'éducation de qualité », a déclaré S.E.M Riziki P. Juma, ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle à Zanzibar, lors de la cérémonie d'ouverture.

Les enfants dans les écoles de la région ouest de l'océan Indien sont confrontés au quotidien aux effets dommageables du changement climatique : élévation du niveau de la mer, érosion des sols, inondations, pénurie d'eau, ou encore fréquence de plus en plus élevée des catastrophes naturelles. Ces dangers affectent leur sécurité, leur santé et leur bien-être et les moyens de subsistance économique de leur famille et communauté.

« De nombreux problèmes liés au développement durable et à l'environnement deviennent extrêmement compliqués. Ils sont dus à des causes multiples, sont souvent difficiles à définir et impliquent un éventail de parties prenantes qui ont généralement des perceptions différentes de ces problématiques. Nous avons appris que relever les défis du développement durable par l'éducation nécessite une réflexion capable de saisir une vue générale de la situation et une compréhension commune de ces différents paramètres. Il faut souvent des approches plus larges, plus collaboratives et innovantes, qui intègrent les connaissances et les valeurs des populations locales », a déclaré Olivier Tyack, chef d'équipe du projet ISLANDS de la COI.

Le programme Eco-Schools de l'océan Indien fournit un cadre régional visant à intégrer les thèmes du développement durable tels que le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans les systèmes éducatifs nationaux, et à renforcer la coopération pour faire face aux vulnérabilités uniques de la région. .. à lire plus

**http://www.maurice-info.mu/elargir-renforcer-reseau-actuel-deco-schools-region-ouest-de-locean-indien.html**

# Pêche

## Pêches – Les industries thonières font défaut



03.10.2016

**La pêche reste une activité économique pourvoyeuse de ressources pour le pays. Malheureusement, plusieurs points restent à améliorer.**

La pêche thonière figure parmi les filières porteuses de l'économie nationale, et garante de l'amélioration de l'alimentation de la population côtière. « L'océan Indien nous offre encore des ressources abondantes en thons, sauf que nous ne pouvons pas l'exploiter convenablement à Madagascar, faute de moyens et d'infrastructures. En effet, nous ne disposons que d'un nombre limité d'industries de transformation, et c'est souvent en dehors de notre territoire que ces opérations de transformation s'effectuent », a confié hier Noro Nirina Ratsirahonana, partenaire à Madagascar de l'Albacora, une société espagnole spécialisée dans la pêche et la transformation des thons, opérant dans les océans Pacifique, Atlantique et Indien. De plus, la majorité de notre production industrielle en thon est souvent destinée à l'exportation, notamment vers le marché européen. « D'ailleurs, ces produits ne sont pas à la portée du pouvoir d'achat des Malgaches en général », a-t-elle poursuivi. Pourtant,

le développement de ce secteur à Madagascar peut générer plus d'emplois, tant directs qu'indirects. Elle contribuera largement à l'économie, d'autant plus que la demande mondiale en thon ne cesse de croître.

**Réflexion nationale**

Mais cette exploitation et l'augmentation actuelle des niveaux de capture présentent des risques qui ne sont pas à écarter. Les techniciens de la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI) ont établi récemment que « les principaux indices d'abondance, en particulier la faible part des animaux en âge de se reproduire, ont de quoi inquiéter, quels que soient les modèles numériques utilisés. La population des thons risque de dépasser un point de non-retour d'ici 2017 ». Surtout que la pêche thonière n'est pas seulement industrielle, mais concerne également les pêcheurs artisanaux et traditionnels. « La pression ne cesse d'augmenter sur la population d'albacores de l'océan Indien. On les attrape à la palangre, au filet maillant, à la canne, à la senne avec ou sans dispositif de concentration de poissons », ont-ils indiqué. Fort heureusement, un atelier de réflexion nationale sur le développement de la pêche thonière côtière à Madagascar a eu lieu à Toamasina au mois de mars. Il a permis aux acteurs concernés de discuter et débattre, pour ressortir le document contenant les évolutions récentes ressenties et l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM).

**Rado Andriamampandry**

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/peches-les-industries-thonieres-font-defaut/

tribune.com MADAGASCAR

# Échanges pour la conservation des ressources

3 octobre 16

Pour la conservation de l'Environnement, Madagascar et les Comores expérimentent des visites d'échanges dans le but de renforcer la gestion des parcs et des sites marins. Les échanges consistent à partager des expériences dans la gestion des ressources. Les deux pays sont représentés par les responsables de parcs marins et les représentants des associations communautaires.

L'équipe provenant des Comores est composée du représentant du parc marin de Mohéli, d'un représentant communautaire, d'un représentant d'une association gestionnaire de ressources naturelles à Anjouan, d'un patrouilleur communautaire et d'un ranger. Ils ont commencé les visites à Madagascar, notamment dans le Nord, avec Madagascar National Park (MNP), Conservation International (CI) et les communautés gestionnaires des sites marins (LMMA).

Les visites d'échange qui ont duré une semaine, ont permis aux deux équipes de comparer les réalités et les actions dans chaque communauté, leur permettant par la suite d'étudier les avantages et les inconvénients dans les stratégies de conservation des ressources naturelles.

Les deux équipes ont visité différentes zones comme les sites marins à Ambilobe, l'élevage de canards et le site de réhabilitation des mangroves par le reboisement à Ankazomborona, la collecte de crabes à Antsatrana, la pêche communautaire à Nosy Hara mais aussi la pêche aux poulpes à Ambodivahibe et Ampondrahazo. Ce sont tous des sites gérés par les

communautés de base ; les activités leur sont propres et cela leur permet d'augmenter leur niveau de vie.

Ces visites sont caractérisées par la découverte des richesses naturelles, la mise en exergue des initiatives des habitants, de leurs pratiques, de leur règlement intérieur pour l'harmonie dans la société comme le « dina ».

De son côté, l'équipe provenant des Comores a exprimé ses avis et partagé leurs expériences avec les habitants des régions visitées. En effet, la différence demeure dans les pratiques comme l'utilisation des filets à Madagascar pour la pêche tandis qu'ils sont interdit à Comores. Les pêcheurs malagasy possèdent leurs propres techniques dans la pêche et s'ouvrent même à la technologie moderne comme l'utilisation des GPS dans les patrouilles.

Les visites d'échange tendent vers une mutualisation dans la gestion des ressources, dans les deux pays en encourageant les initiatives locales. Différentes zones côtières sont concernées dans la conservation, à l'exemple des aires marines protégées, de Nosy Hara ou le parc national de Mohéli, pour la sauvegarde de l'écosystème où l'homme est le principal élément.

http://www.madagascar-tribune.com/Echanges-pour-la-conservation-des,22529.html

# Tourisme

## Tourisme : Les Sud-Africains intéressés par la destination Madagascar

7 octobre 2016

Rencontre de la délégation malgache avec les opérateurs touristiques d'Afrique du Sud, hier à l'ambassade de Madagascar à Pretoria.

La promotion de la destination Madagascar se poursuit. Cette fois, la délégation malgache conduite par le ministre du Tourisme, Roland Ratsiraka est en Afrique du Sud, depuis mercredi dernier. Des rencontres avec les autorités en charge du tourisme, des opérateurs touristiques qui peuvent envoyer des touristes à Madagascar, ainsi que des visites de sites sont au programme de cette mission qui se terminera ce jour. Hier, la nouvelle image de marque « Madagascar, l'île aux trésors » a été présenté aux opérateurs touristiques sud-africains, dans les locaux de l'Ambassade de Madagascar, à Colbyn à Pretoria. *« Avec ces potentialités de nombreux touristes venant d'Afrique du Sud pourront être intéressés par la destination Madagascar. Nous pourrons envoyer des touristes dans cette Grande Ile de l'Océan Indien. Mais des touristes malgaches pourront aussi s'intéresser à notre pays, s'ils sont informés de ce qu'il y a ici »,* ont soutenu les opérateurs touristiques, lors de la rencontre d'hier. De son côté, le ministre Roland Ratsiraka a évoqué que le coût élevé du vol direct

reliant les deux pays reste un frein aux échanges, surtout dans le secteur du tourisme. Nous en reparlerons.
***Antsa R. (South-Africa)***

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2016/10/07/tourisme-sud-africains-interesses-destination-madagascar/